

***L'an deux mille vingt-six, le 06 JUIN à 10 Heures 00, le Conseil Municipal s'est réuni sous la présidence de M. Yanis GAUDILLAT Maire, suite à la convocation en date du 29 MAI 2026, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.***

**Arrondissement de Lens**

**Etaient présents :**

M. Y. GAUDILLAT, Maire

Messieurs BEVAN Geoffrey, GRISCHKO Benjamin, DARDENNE Jérôme, Monsieur FLAMENT Ludovic  
Adjoint

Mesdames DURIEZ-GUICHARD Lisa, DE-LOOZE Marie-Noëlle, Adjointes

Messieurs DESPLANQUES Michel, MARECHAL Christophe, CAUDRELIER Jean-Michel, CAILLUYERE  
Joël, FOURNIER David, DUBOIS Frédéric, MILLIEN Alexandre, TRONI Bruno, Conseillers municipaux.

Mesdames OLIVIER Séverine, RUDOLPH Sabine, BRUNELLES Séverine, FOURNIER Angélique,  
ZIMOLAG Magdalena, MOPTY Aurore, Conseillères municipales.

**Excusés :**

Madame MURTAS Cynthia (pvr à M. BEVAN Geoffrey), Adjointe

Madame FLAMENT Brendy (pvr à M. FLAMENT Ludovic), Madame LOY Virginie (pvr à M. GRISCHKO

Benjamin), Madame FAMIL Martine (pvr à Mme DUREZ-GUICAHRED Lisa), Monsieur STACHOWIAK

Corentin (Pvr à M. DARDENNE Jérôme), Madame BRIKI Fadila (pvr à M. TRONI Bruno), Monsieur

EECKMAN Marc (pvr à Mme MOPTY Aurore), Mme MANIER MEGUEULLE Nathalie (pvr à M. MILLIEN  
Alexandre) Conseillers municipaux.

**Secrétaire de Séance :** Madame BRUNELLES Séverine.

**DEL 26-44 : DELEGATIONS DE MISSIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
AU MAIRE**

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée que l'article L 2122-22 du Code des Collectivités Territoriales permet au Conseil Municipal de donner délégation au Maire, pour la durée de son mandat, des missions ci-dessous :

1. Arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;
2. Fixer, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la Commune qui n'ont pas un caractère fiscal dans la limite de 3000 euros ; ces droits et tarifs, pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées ;
3. Procéder, dans les limites des emprunts inscrits au budget annuel de la collectivité, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le Budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au a de l'article L.2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer, à cet effet, les actes nécessaires ;
4. Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

5. Décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée de 9 ans ;
6. Passer les contrats d'assurances ainsi que d'accepter les indemnités de sinistres y afférentes ;
7. Créer, modifier ou supprimer, les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
8. Prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
9. Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
10. Décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4.600 € ;
11. Fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;
12. Fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (Domaines) le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;
13. Décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;
14. Fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
15. D'exercer, au nom de la Commune, les droits de préemption pour les objets suivants, que la commune en soit titulaire ou délégataire :
  - Mettre en œuvre un projet urbain
  - Mettre en œuvre une politique locale de l'habitat
  - Organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques
  - Favoriser le développement des loisirs et du tourisme
  - Réaliser les équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur,
  - Lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux,
  - Permettre le renouvellement urbain
  - Sauvegarder ou mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels

Et de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L.211-2 ou au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L.213-3 de ce même code pour les opérations d'un montant inférieur à un million d'euros ;

16. D'intenter, au nom de la Commune, les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil municipal, et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 euros pour les communes de moins de 50 000 habitants et de 5 000 euros dans les communes de 50 000 habitants et plus ;
17. Régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux, sans limite ;
18. Donner, en application de l'article L.324-1 du Code de l'Urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;
19. Signer la convention prévue par l'avant dernier alinéa de l'article L. 311-4 du Code de l'Urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone

d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014, rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

Envoyé en préfecture le 09/06/2026

Reçu en préfecture le 10/06/2026

Publié le

ID : 062-216201335-20260606-DEL26\_44-DE

20. Réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant annuel maximum de 920.000 Euros ;
21. Exercer, ou de déléguer, en application de l'article L 214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la Commune, pour un montant inférieur à un million d'euros, le droit de préemption défini par l'article L.214-1 du Code de l'Urbanisme ;
22. Exercer, au nom de la Commune, le droit de priorité défini aux articles L.240-1 à L.240-3 du Code de l'Urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles, dans les conditions suivantes :
  - tout projet de cession d'un immeuble ou de droits sociaux donnant vocation à l'attribution en propriété ou en jouissance d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble situé sur leur territoire et appartenant à l'Etat,
  - à des sociétés dont il détient la majorité du capital,
  - aux établissements publics visés à l'article 1er de la loi n° 97-135 du 13 février 1997 portant création de l'établissement public " Réseau ferré de France " en vue du renouveau du transport ferroviaire
  - en vue de la réalisation, dans l'intérêt général, d'actions ou d'opérations répondant aux objets définis à l'article L.300-1 du présent code ou pour constituer des réserves foncières en vue de permettre la réalisation de telles actions ou opérations.
23. Prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;
24. Autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ; dont le montant ne dépasse pas trente mille euros ;
25. Exercer au nom de la commune, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique prévu au troisième alinéa de l'article L. 151-37 du code rural et de la pêche maritime en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois dans les zones de montagne ;
26. Demander à tout organisme financeur, sans limite, l'attribution de subventions ;
27. Procéder, pour les projets dont l'investissement ne dépasse pas quatre millions d'euros au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;
28. Exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n°75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;
29. Ouvrir et organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L 123-19 du code de l'environnement ;
30. D'admettre en non-valeur les titres de recettes, ou certaines catégories d'entre eux, présentés par le comptable public, chacun de ces titres correspondant à une créance irrécouvrable d'un montant n'excédant pas 200 euros. Ce même décret précise les modalités suivant lesquelles le maire rend compte au conseil municipal de l'exercice de cette délégation ;

31. D'autoriser les mandats spéciaux que les membres du conseil municipal dans le cadre de leurs fonctions, ainsi que le remboursement des frais 2123-18 du présent code.

Envoyé en préfecture le 09/06/2026

Reçu en préfecture le 10/06/2026

Publié le

ID : 062-216201335-20260606-DEL26\_44-DE

32. Les délégations consenties en application du 3° du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal.

Considérant qu'il y a intérêt, en vue de faciliter la bonne marche de l'administration communale,

D'adopter ses délégations du Conseil municipal au Maire,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide, A L'UNANIMITE ; :

- De déléguer au Maire les missions complémentaires citées ci-dessus, étant entendu qu'il en sera rendu compte au conseil municipal lors de chaque réunion obligatoire.
- D'autoriser, en application des articles L.2122-18 et L.2122-23 du CGCT, la délégation de ces attributions aux adjoints auxquels seront déléguées les fonctions se rapportant à ladite attribution et les délégations de signatures correspondantes.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Acte rendu exécutoire après envoi en Sous-Préfecture le : 09 JUIN 2026

Et publication ou notification du : 10 JUIN 2026

A BILLY-MONTIGNY, le 09 JUIN 2026

Signé électroniquement par : Yanis  
GAUDILLAT  
Date de signature : 09/06/2026  
Qualité : Maire de la ville de BILLY  
MONTIGNY



LE MAIRE,